

# Qui a eu la peau de Larry Summers ?, par Eloi Laurent

Le Monde 1er mars 2006

Il est bien des manières de comprendre la brutale chute de son fauteuil de président d'Harvard que vient de faire Larry Summers. La plus directe est encore de saisir qu'on l'a poussé. Mais sa démission forcée, inédite, fait de son mandat - cinq années d'exercice à peine - le plus court du dernier siècle et demi d'histoire de l'université (fondée en 1636). La violence du choc ne va donc pas de soi. Elle tient, sans doute, à la force de la dynamique qui l'a sous-tendue : M. Summers a en effet délibérément choisi de placer sa présidence et sa personne, depuis l'origine et tout du long, au point de contact de deux puissantes tectoniques de la planète universitaire américaine.

La première, la plus saillante au regard, est la franche empoignade en cours entre les valeurs des années 1960 et celles des années 2000, entre l'Amérique des contestations "libérales" et celle de la réaction néoconservatrice. Larry Summers, qui a servi l'administration Clinton, peut difficilement être assimilé aux "néocons", mais la succession de controverses qui ont émaillé son mandat se lit comme une chronique de la "guerre de sécession" culturelle qui fait rage sur le sol américain depuis l'élection contestée de George W. Bush voilà six ans. On ne lui pardonnera en particulier jamais d'avoir en partie démantelé le grand département d'études africaines-américaines fondé par Henry Louis "Skip" Gates (Le Monde des livres du 25 avril 1997), privé en 2002, sous sa pression directe, du sociologue et activiste Cornel West, populaire et prestigieux University Professor congédié comme un malpropre et rejoint à Princeton, peu après, par le philosophe Kwame Anthony Appiah. Pas plus que ne lui sera pardonné d'avoir suggéré, lors d'un séminaire du National Bureau of Economic Research, qu'une des causes majeures de la sous-représentation des femmes aux postes de pouvoir dans les "sciences dures" était leur "inaptitude intrinsèque" (Le Monde du 25 février 2005). Cela vaudra à M. Summers contrit une première mise en garde de la Faculty of Arts and Sciences, le plus ancien et le plus influent corps professoral de l'université, qui votera contre lui une motion de défiance, ce qui ne s'était jamais vu.

Comme pour mieux signifier que le temps de la confrontation entre les deux Harvard, le libéral et le conservateur, doit prendre fin avec le départ de Larry Summers, c'est Derek Bok, âgé de 75 ans, qui assurera l'intérim jusqu'à ce qu'un nouveau président soit choisi par les six membres de la Corporation (le conseil d'administration) pour le remplacer. Le même Derek Bok qui fut chargé en 1971 de restaurer la paix sur un campus déchiré par la guerre du Vietnam et par les tensions raciales, et qui réussira au-delà de toute espérance, au terme d'un mandat achevé en 1991 dans l'opulence financière et sous les vivats unanimes. Fruit d'une maladresse maladroite ou d'un agenda politique réglé comme du papier à musique, cette tension permanente entre Larry Summers et le libéralisme américain aura en tout cas tourné à l'avantage du dernier.

La seconde dynamique, parallèle, qui peut expliquer l'infortune du futur ancien président, est la révolte grandissante des humanités et des sciences sociales contre les visées hégémoniques d'une science économique qui a une fâcheuse tendance à favoriser l'interdisciplinarité de l'intérieur, après avoir annexé les disciplines frontalières. Neveu des géants Paul Samuelson et Kenneth Arrow (Prix Nobel d'économie respectivement en 1970 et en 1972), ancien secrétaire au Trésor, Larry Summers est devenu à sa nomination à la tête d'Harvard un économiste roi dans un monde universitaire où l'économie était devenue reine. Le malaise, au coeur de sa mise à l'écart, inspiré par un style décrit par ses opposants comme autoritaire, brutal et cassant (d'où son surnom de bully, "brute"), apparaît comme le reflet du ressentiment croissant à l'égard de l'emprise impériale des modèles mathématiques de l'économie sur les sciences humaines. Le président aurait ainsi exprimé en privé à un responsable de l'université la conviction que les économistes étaient simplement "plus intelligents" que les politistes (eux-mêmes "plus intelligents" que les sociologues). Cette

posture de l'économie en science sociale suprême dictant ses lois aux autres disciplines moins avancées, parce que moins formalisées, ne doit rien à M. Summers. Mais il l'a certainement incarné aux yeux de beaucoup sur le campus. Les professeurs des disciplines mal-aimées et, de leur point de vue, méprisées au cours de son mandat, telle l'histoire, l'anthropologie ou l'allemand, auront ainsi été ses adversaires les plus constants et déterminés, nourrissant en retour une acrimonie tenace dans les rangs des professeurs conservateurs, notamment au sein des neuf professional schools (facultés spécialisées) de l'université (business, droit, médecine, architecture...). Plus encore peut-être, la présidence de Larry Summers a cristallisé l'alliance menaçante, parce que potentiellement exclusive, entre la formalisation économique et les codes décryptés du vivant (la genomics dont la "neuro-économie" est une des branches les plus constituées). Dans le brouhaha de la crise de nerfs permanente régulièrement alimentée par lui, Larry Summers s'est avant tout voulu le président des sciences de la vie (naturelle/sociale) !

Sa révocation risque d'aviver un peu plus encore les tensions profondes qui parcourent le monde universitaire aux Etats-Unis. A moins qu'il ne s'agisse d'une commémoration à l'américaine des années 1960 annonçant au contraire leur folklorisation et leur extinction prochaine ? Déjà le bouillant Alan Dershowitz, de la Harvard Law School (faculté de droit), dénonce dans le Boston Globe un "putsch" orchestré par les forces du "politiquement correct"...

Quoi qu'il en soit, le tableau ne doit pas être noirci outre mesure. Annoncé avec tambours et trompettes et conduit à marche forcée pour sortir Harvard de la "complaisance", le mandat de Larry Summers aura finalement été, plus modestement, une bonne illustration de la théorie des conséquences non intentionnelles. La rébellion des sciences sociales contre l'hégémonie économique s'organise, les humanités relèvent la tête, le département d'études africaines-américaines prospère. L'Université américaine dans son ensemble a engagé une réflexion profonde, promptement suivie d'effets, sur les inégalités académiques, tout ce qu'il y a de plus extrinsèques : entre les hommes et les femmes. Il se murmure même à présent qu'une femme pourrait devenir présidente d'Harvard. Somme toute, un bon bilan.

Eloi Laurent est économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et chercheur invité au Center for European Studies de l'université Harvard.